

---

# Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lorraine

Code géographique : 73025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

---

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

## **Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65
Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Tremblay, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Lorraine pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,

(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-12.

(Date)

Signature



Date

2018-05-08

---

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
<hr/>	
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	12
Résultats détaillés par organismes	13
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	15
Situation financière par organismes	16
Charges par objets	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Endettement total net à long terme	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Lorraine et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

*Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Lorraine et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Lorraine inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S13, S14, s23, s25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**Autre point**

Les états financiers de la Ville de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé, sur ces états financiers, une opinion non modifiée en date du 4 mai 2017.

  
Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

DATE 2018-05-01

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

\_\_\_\_\_

DATE \_\_\_\_\_



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	14 071 154	13 875 854	14 118 051
Compensations tenant lieu de taxes	2	130 000	139 366	133 542
Quotes-parts	3			203
Transferts	4	766 632	1 867 070	2 201 662
Services rendus	5	766 425	622 961	701 149
Imposition de droits	6	700 000	1 098 771	1 111 543
Amendes et pénalités	7	478 280	486 396	491 246
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	115 092	150 285	142 822
Autres revenus	10	21 390	(5 973)	39 707
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	17 048 973	18 234 730	18 939 925
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	3 056 246	3 001 888	3 303 698
Sécurité publique	15	3 432 664	3 386 508	3 273 868
Transport	16	3 387 663	2 793 348	2 966 208
Hygiène du milieu	17	3 330 093	3 471 730	3 267 785
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	639 805	674 512	581 212
Loisirs et culture	20	3 086 928	3 006 448	2 894 808
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	681 121	675 296	666 761
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	17 614 520	17 009 730	16 954 340
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	<b>(565 547)</b>	<b>1 225 000</b>	<b>1 985 585</b>
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		33 198 892	31 250 619
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(106 094)	(37 312)
Solde redressé	28		33 092 798	31 213 307
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		<b>34 317 798</b>	<b>33 198 892</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 127 632	3 426 935
Débiteurs (note 5)	2	7 899 301	7 968 844
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	88 787	105 927
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 115 720	11 501 706
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		400 000
Emprunts temporaires (note 10)	10		2 570 085
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 084 626	85 198
Revenus reportés (note 12)	12	54 832	23 187 800
Dette à long terme (note 13)	13	24 189 853	350 334
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	358 585	26 593 417
	15	27 687 896	
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(15 572 176)	(15 091 711)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	49 752 661	48 092 334
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	15 860	14 370
Autres actifs non financiers (note 17)	20	121 453	183 899
	21	49 889 974	48 290 603
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	34 317 798	33 198 892

Obligations contractuelles (note 20)

Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(565 547)	1 225 000	1 985 585
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	3 333 970 ) (	4 003 591 ) (	3 464 272 )
Produit de cession	3		4 944	5 604
Amortissement	4	2 019 147	2 195 578	2 096 310
(Gain) perte sur cession	5		27 018	(1 191)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 314 823)	(1 776 051)	(1 363 549)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(1 490)	(8 350)
Variation des stocks de fournitures	9		60 184	(98 526)
Variation des autres actifs non financiers	10		58 694	(106 876)
	11			
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice</b>	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		11 892	
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(1 880 370)	(480 465)	515 160
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(15 091 711)	(15 606 871)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(15 091 711)	(15 606 871)
	19			
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(15 572 176)	(15 091 711)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 225 000	1 985 585
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 195 578	2 096 310
Autres			
- Perte (Gain) sur disposition	3	27 018	(1 191)
- Écart de consolidation	4	(62 197)	(59 687)
	5	3 385 399	4 021 017
<b>Variation nette des éléments hors caisse</b>			
Débiteurs	6	(173 619)	(1 668 988)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	716 177	428 678
Revenus reportés	9	973	(172 550)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	13 331	55 473
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 490)	(8 350)
Autres actifs non financiers	13	60 184	(105 017)
	14	4 000 955	2 550 263
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 4 003 591 )	( 3 464 272 )
Produit de cession	16	4 944	5 604
	17	(3 998 647)	(3 458 668)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 5 197 )	( 27 819 )
Remboursement ou cession	19	32 475	149 022
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	27 278	121 203
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	3 868 000	3 974 300
Remboursement de la dette à long terme	24	( 2 813 025 )	( 4 993 591 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(400 000)	344 360
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 136	53 553
Autres	27		
-	28		
-	29	671 111	(621 378)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	700 697	(1 408 580)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 426 935	4 835 515
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	3 426 935	4 835 515
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	4 127 632	3 426 935

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lorraine est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et Villes (LRQ, c C-19).

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles, les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville de Lorraine. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une régie intermunicipale en vertu des normes comptables canadiennes du secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode de consolidation proportionnelle ligne par ligne. Le périmètre comptable de la Ville de Lorraine comprend les régies intermunicipales suivantes :

- La Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville est consolidée à un taux de 12,23 % pour les résultats et à un taux de 12,23 % pour l'état de la situation financière;
- La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine est consolidée à un taux de 35,14 % pour les résultats et à un taux de 41,31 % pour l'état de la situation financière.

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville de Lorraine dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les organismes publics de transport en commun sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode de consolidation proportionnelle ligne par ligne. La Ville de Lorraine participe aux partenariats suivants :

- Le Conseil intermunicipal de transport Laurentides est consolidé à un taux de 2,59 % pour les résultats et à un taux de 2,6 % pour l'état de la situation financière. L'adoption du projet de loi 76 le 20 mai 2016 par le ministre des transports a mené à la dissolution du Conseil intermunicipal de transport Laurentides le 1<sup>er</sup> juin 2017.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé des quotes-parts et des sommes pour l'achat de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

services en vertu d'ententes à des organismes municipaux et supramunicipaux.

	Montant (\$)	Consolidé (O/N)
M.R.C DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	77 915 \$	N
C.I.T. (TRANSPORT EN COMMUN)	334 816 \$	O
VILLE DE ROSEMÈRE (EAU)	647 956 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (INCENDIE)	441 000 \$	N
VILLE DE BOIS DES FILION (D.D.D.)	84 872 \$	N
RÉGIE INTERMUNICIPALE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX DE ROSEMÈRE ET DE LORRAINE	546 232 \$	O
RÉGIE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	2 250 456 \$	O
AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT	128 860 \$	N

De plus, elle est solidairement et conjointement responsable de la dette de la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine pour un montant de 197 302 \$ et de la dette de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville pour un montant de 159 298 \$.

### **B) Comptabilité d'exercice**

#### **Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville de Lorraine, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, la provision à l'égard des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

La Ville utilise la méthode de la comptabilisation d'exercice. Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brut et tenant compte des critères de constatation suivants :

-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

-Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

-Les taxes et tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluation;

-Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

-Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

transfert par l'officier de la publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

-Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux titres;

~~- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'il sont gagnés.~~

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

### C) Actifs financiers

#### Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

### D) Passifs

#### Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

### E) Actifs non financiers

#### Autre actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

#### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées indiquées ci-dessous :

Infrastructures	Variant de 15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	Variant de 5 à 20 ans
Ameublement et équipements de bureau	Variant de 4 à 10 ans
Machinerie, outillages et équipements	Variant de 4 à 20 ans
Améliorations locatives	Durée de l'entente
Poste de commandement	15 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**F) Revenus**

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

---



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

### G) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur marchande. Nous avons également tenu compte du solde de cotisations versées d'avance de l'employeur à la fin de l'année 2016 et avons soustrait cette somme à la valeur marchande de l'actif.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

### H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :  
- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- Avantages sociaux futurs :  
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville  
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régime de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

### I) Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**J) Autres éléments  
Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**4. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 127 632	3 426 935
Découvert bancaire	2	( ) ( )	( ) ( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments	4		
-	5		
-	6		
-	7		

**Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice**

8	4 127 632	3 426 935
---	-----------	-----------

Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

9		
10	860 000	2 877 300

**Note****5. Débiteurs**

Taxes municipales	11	1 619 573	1 965 099
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 751 259	4 921 818
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 281 300	667 859
Organismes municipaux	15	121 453	100 216
Autres			
- Autres	16	62 236	92 987
- Amendes et intérêts	17	63 480	220 865
	18	7 899 301	7 968 844

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises

Organismes municipaux

Autres tiers

19	4 353 655	3 622 494
20		
21		
22	4 353 655	3 622 494

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs

23	424 361	425 948
----	---------	---------

**Note**

La provision pour créances douteuses de la Régie de police Thérèse-De Blainville est établie en fonction de l'âge des amendes à recevoir de la façon suivante:

- 1ère année : 10 %

- 2e année : 40 %

- 3e année : 70 %

- 4e année : 90 %

- 5e année et suivantes : 100 %

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>3. Prêts</b>	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<b>Provision pour moins-value déduite des prêts</b>	29
<b>Note</b>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	88 787	105 927
Autres placements	31		
	32	88 787	105 927
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Entente concernant l'achat en commun d'assurances de dommage des villes et régies des MRC de Mirabel et Thérèse-De Blainville et Ville de Saint-Eustache.  
Les membres participants bénéficient d'une réduction de prime découlant du regroupement et de la franchise collective.  
La quote-part de franchise collective versée annuellement constitue un placement à titre d'investissement et cette somme est gardée dans un compte en fidéicomis chez Desjardins Valeurs mobilières.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(358 585)	(350 334)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(358 585)</u>	<u>(350 334)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	321 036	236 220
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	185 542	179 522
Régimes de retraite des élus municipaux	42	61 301	43 584
	43	<u>567 879</u>	<u>459 326</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Lorraine dispose d'une marge de crédit d'exploitation de 500 000 \$ portant intérêts au taux de base, renouvelable en juin 2018. Au 31 décembre 2017 et 2016 cette marge n'est pas utilisée.

**Régie de Police Thérèse-De Blainville**

La Régie de police bénéficie d'un prêt à demande renouvelable de 2 000 000 \$, portant intérêts sur avances au taux de base de la BMO moins 1/2 pour cent. Ce prêt ne comporte aucune garantie.

De plus une facilité de crédit Master Card de 50 000 \$ est aussi disponible.

Ces facilités de crédit sont renouvelables une fois l'an pour une période de douze mois sur la base des états financiers audités de l'exercice.

**Régie d'assainissement des eaux de Rosemère et de Lorraine**

La Régie dispose d'une marge de crédit pour ses opérations de 50 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2017 cette marge de crédit n'était pas utilisée (0 en 2016).

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	494 648	1 000 372
Salaires et avantages sociaux	48	934 712	814 951
Dépôts et retenues de garantie	49	370 257	361 805
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Autres courus	53	829 335	152 401
- Organismes municipaux	54	332 561	114 626
- Intérêts dette à long terme	55	123 113	125 930
-	56		
-	57		
	58	3 084 626	2 570 085

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

---

<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	59	17 855	22 507
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Revenus reportés loisirs	66	36 977	32 909
- Billeterie	67		3 584
- Transfert	68		26 198
-	69		
	70	54 832	85 198

---

Note

---



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Taux d'intérêt		Échéance			2017	2016
	de	à	de	à			
<b>13. Dette à long terme</b>							
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	2,87	2018	2040	71	24 320 900	23 334 983
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	24 320 900	23 334 983
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	( 131 047 )	( 147 183 )
					81	24 189 853	23 187 800

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2018	82	90	2 047 063	98	107	115	2 047 063
2019	83	91	1 978 300	99	108	116	1 978 300
2020	84	92	1 715 188	100	109	117	1 715 188
2021	85	93	1 689 335	101	110	118	1 689 335
2022	86	94	1 655 514	102	111	119	1 655 514
2023 et +	87	95	15 235 500	103	112	120	15 235 500
	88	96	24 320 900	104	113	121	24 320 900
Intérêts et frais accessoires			105 (	)		122 (	)
	89	97	24 320 900	106	114	123	24 320 900

Note

	2017	2016	
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(15 572 176)	(15 091 711)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125 (	)	(
Autres	126 (	)	(
	127	(15 572 176)	(15 091 711)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

5. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	128		156		183		210	
Eaux usées	129	871 924	157		184		211	871 924
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	26 705 192	158	1 795 596	185	(1) 212		28 500 789
Autres	131	33 778 584	159	1 234 556	186	(2) 213		35 013 142
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	13 019 247	161	280 538	188		215	13 299 785
Améliorations locatives	134	66 677	162	5 810	189	7 720	216	64 767
Véhicules	135	949 448	163	136 599	190	42 461	217	1 043 586
Ameublement et équipement de bureau	136	2 154 843	164	56 172	191	25 251	218	2 185 764
Machinerie, outillage et équipement divers	137	2 715 470	165	208 871	192	196 093	219	2 728 248
Terrains	138	3 697 114	166		193	2	220	3 697 112
Autres	139		167		194		221	
	140	83 958 499	168	3 718 142	195	271 524	222	87 405 117
Immobilisations en cours	141	1 781 283	169	285 449	196	29 524	223	2 037 208
	142	85 739 782	170	4 003 591	197	301 048	224	89 442 325
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	143		171		198		225	
Eaux usées	144	359 701	172	18 544	199	(3 254)	226	381 499
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	9 197 983	173	631 793	200		227	9 829 776
Autres	146	19 010 072	174	921 698	201		228	19 931 770
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	4 484 917	176	314 790	203	(14 454)	230	4 814 161
Améliorations locatives	149	36 189	177	6 912	204	7 285	231	35 816
Véhicules	150	586 477	178	91 487	205	37 598	232	640 366
Ameublement et équipement de bureau	151	1 972 454	179	78 022	206	40 976	233	2 009 500
Machinerie, outillage et équipement divers	152	1 999 655	180	132 332	207	85 211	234	2 046 776
Autres	153		181		208		235	
	154	37 647 448	182	2 195 578	209	153 362	236	39 689 664
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	155	<b>48 092 334</b>					237	<b>49 752 661</b>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	( )	242	( )	244	( )	246	( )
Valeur comptable nette	240						247	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
<b>Note</b>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		136 032
- Frais payés d'avance	254	74 771
-	255	
-	256	
Autres		47 867
- Frais de refinancement	257	46 682
-	258	
	259	121 453
		183 899
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**8. Fonds local d'investissement**

2017

2016

**RÉSULTATS**

<b>Revenus</b>	
Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	263
<b>Charges</b>	
Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	266
Autres charges	267
	268
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	269

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>	
Encaisse	270
Placements de portefeuille	271
Débiteurs	272
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273
Provision pour moins-value	274 ( ) ( )
	275
	276
<b>Passifs</b>	
Créditeurs et charges à payer	277
Revenus reportés	278
Dette à long terme	279
	280
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	281

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**19. Fonds local de solidarité**

2017

2016

**RÉSULTATS**

<b>Revenus</b>	
Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	289
<b>Charges</b>	
Créances douteuses	290
Radiation de prêts	291
Variation de la provision pour moins-value	292
	293
Intérêts sur la dette à long terme	294
Autres charges	295
	296
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	296

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>	
Encaisse	297
Placements de portefeuille	298
Débiteurs	299
Prêts aux entreprises	300
Provision pour moins-value	301 (                    ) (                    )
	302
	303
<b>Passifs</b>	
Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	307
<b>Solde du Fonds local de solidarité</b>	
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	310

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**0. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville et les organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable se sont engagés pour les cinq années futures pour une somme globale de 13 214 372 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville et les organismes contrôlés devront prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2018	-	5 400 040 \$
2019	-	2 257 698 \$
2020	-	1 854 358 \$
2021	-	1 881 201 \$
2022	-	1 821 076 \$

**21. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

s/o

**b) Auto-assurance**

Au cours de l'exercice 2003, la Ville a adhéré au fonds de garantie du Regroupement Thérèse-De Blainville pour l'achat en commun d'assurances de dommages. Pour l'exercice 2017, la Ville a déboursé une quote-part de 32 260\$.

**c) Poursuites**

La Ville de Lorraine est en appel suite à un jugement rendu dans le cadre d'une poursuite concernant la construction du talus anti-bruit. Dans l'intervalle, un compte à payer de 390 360\$ a été comptabilisé au 31 décembre 2017. De plus, la Ville fait l'objet de diverses poursuites, réclamations et causes d'expropriation pour des montants totaux de 16 600 000 \$ dont il est impossible d'en déterminer le dénouement.

**d) Autres**

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville  
Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par la Fraternité des policiers et policières de la Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville ou le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 pour un montant total indéterminé. Étant dans l'impossibilité de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

Conseil intermunicipale de transport Laurentides

L'organisme présente à la ligne 27 de l'état des résultats de la page S7, 2 718 944 \$ représentant l'actif net transféré au réseau de transport métropolitain en date de 1er juin 2017.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**23. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comporte une comparaison des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

**24. Instruments financiers**

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
<b>Revenus</b>							
1 Fonctionnement	14 118 051	14 071 154	13 875 854	13 875 854			13 875 854
2 Taxes	133 542	130 000	139 366	139 366			139 366
3 Compensations tenant lieu de taxes					2 953 818		
4 Quotes-parts	353 005	323 256	419 392	419 392	243 798		663 190
5 Transferts	293 630	303 253	341 685	341 685	281 276		622 961
6 Services rendus	1 111 543	700 000	1 098 771	1 098 771			1 098 771
7 Imposition de droits	37 530	38 000	46 032	46 032			486 396
8 Amendes et pénalités							
9 Revenus de placements de portefeuille	133 649	110 200	139 315	139 315	10 970		150 285
10 Autres revenus d'intérêts	26 819	19 250	(10 682)	(10 682)	4 709		(5 973)
11 Autres revenus							
12 Effet net des opérations de restructuration	16 207 769	15 695 113	16 049 733	16 049 733	3 934 935		17 030 850
<b>Investissement</b>							
13 Taxes							
14 Quotes-parts						265	
15 Transferts	1 468 102		1 199 077	1 199 077			1 203 880
16 Imposition de droits							
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs							
19 Autres							
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	1 468 102		1 199 077	1 199 077			
21	17 675 871	15 695 113	17 248 810	17 248 810	3 940 003		18 234 730
<b>Charges</b>							
22 Administration générale	3 158 075	2 910 313	2 855 956	2 855 956	145 932		3 001 888
23 Sécurité publique	2 762 225	2 808 232	2 801 754	2 801 754	17 227		3 386 508
24 Transport	1 576 892	1 821 509	1 593 936	1 593 936	822 438		2 793 348
25 Hygiène du milieu	2 721 099	2 947 177	2 849 103	2 849 103	441 676		3 471 730
26 Santé et bien-être							
27 Aménagement, urbanisme et développement	411 786	477 320	512 027	512 027	162 485		674 512
28 Loisirs et culture	2 548 574	2 734 714	2 654 234	2 654 234	352 214		3 006 448
29 Réseau d'électricité							
30 Frais de financement	608 986	611 290	605 140	605 140			675 296
31 Effet net des opérations de restructuration	1 855 425	1 940 000	1 941 972	1 941 972	(1 941 972)		
32 Amortissement des immobilisations	15 643 062	16 250 555	15 814 122	15 814 122	4 149 691		17 009 730
33	2 032 809	(555 442)	1 434 688	1 434 688	(209 688)		1 225 000
34							
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 032 809	(555 442)	1 434 688	(209 688)	1 225 000
Moins: revenus d'investissement	2	( 1 468 102 )		( 1 199 077 )	( 5 068 )	( 1 203 880 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	564 707	(555 442)	235 611	(214 756)	21 120
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (deduire)</i>						
Immobilisations	4	1 855 425	1 940 000	1 941 972	253 606	2 195 578
Amortissement	5				4 944	4 944
Produit de cession	6			27 870	(852)	27 018
(Gain) perte sur cession	7					
Réduction de valeur / Reclassement	8	1 855 425	1 940 000	1 969 842	257 698	2 227 540
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Remboursement ou produit de cession	12			31 346	1 129	32 475
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			17 697	1 093	18 790
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	18 136		49 043	2 222	51 265
	15	18 136				
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			37 420		37 420
Remboursement de la dette à long terme	17	( 1 702 086 )	( 1 501 008 )	( 1 497 107 )	( 104 408 )	( 1 601 515 )
	18	( 1 702 086 )	( 1 501 008 )	( 1 459 687 )	( 104 408 )	( 1 564 095 )
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 288 026 )	( 162 000 )	( 96 736 )	( 55 936 )	( 152 672 )
Excédent (déficit) accumulé	20			38 989	116 960	155 949
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	11 561			134 702	134 702
Excédent de fonctionnement affecté	22	(24 774)	224 870	187 449	(18 526)	187 449
Réserves financières et fonds réservés	23	50 605	53 580	52 931		34 405
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(134 025)	116 450	182 633	177 200	359 833
	26	37 450	555 442	741 831	332 712	1 074 543
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	602 157		977 442	117 956	1 095 663

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Réalizations 2017	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé 1
<b>Revenus d'investissement</b>	1 468 102	1 199 077	5 068	1 203 880
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
2 Acquisition	( 54 051 )	( 16 665 )	( 8 191 )	( 24 856 )
3 Administration générale	( )	( )	( 103 205 )	( 103 205 )
4 Sécurité publique	( 2 175 135 )	( 2 243 204 )	( 17 820 )	( 2 261 024 )
5 Transport	( 488 855 )	( 906 093 )	( )	( 906 093 )
6 Hygiène du milieu	( )	( )	( )	( )
7 Santé et bien-être	( 326 341 )	( 454 642 )	( )	( 454 642 )
Aménagement, urbanisme et développement	( 325 851 )	( 253 771 )	( )	( 253 771 )
8 Loisirs et culture	( )	( )	( )	( )
9 Réseau d'électricité	( 3 370 233 )	( 3 874 375 )	( 129 216 )	( 4 003 591 )
10				
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
11 Acquisition	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
12 Émission ou acquisition	( 26 369 )	( 32 260 )	( 1 931 )	( 34 191 )
13 Financement à long terme des activités d'investissement	97 000	2 065 118	10 858	2 075 976
<b>Affectations</b>				
14 Activités de fonctionnement	288 026	96 736	55 936	152 672
Excédent accumulé	41 209	56 817	56 817	56 817
Excédent de fonctionnement non affecté	302 922	662 781	662 781	662 781
Excédent de fonctionnement affecté	26 907	108 877	108 877	108 877
17 Réserves financières et fonds réservés	659 064	925 211	55 936	981 147
18	(2 640 538)	(916 306)	(64 353)	(980 659)
19				
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	(1 172 436)	282 771	(59 285)	223 221
20				

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2016		2017	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	2 453 150	3 114 019	1 013 613	4 127 632
2 Débiteurs (note 5)	6 642 878	7 139 883	893 966	7 899 301
3 Prêts (note 6)	101 447	84 663	4 124	88 787
4 Placements de portefeuille (note 7)				
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
7 Autres actifs financiers (note 9)	9 197 475	10 338 565	1 911 703	12 115 720
8				
<b>PASSIFS</b>				
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	400 000			3 084 626
10 Emprunts temporaires (note 10)	1 933 182	2 497 800	721 374	54 832
11 Crédeurs et charges à payer (note 11)	55 415	54 832	853 272	24 189 853
12 Revenus reportés (note 12)	21 888 176	23 336 581	358 585	358 585
13 Dette à long terme (note 13)				
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	24 276 773	25 889 213	1 933 231	27 687 896
15				
16	(15 079 298)	(15 550 648)	(21 528)	(15 572 176)
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>				
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>				
17 Immobilisations (note 15)	44 494 770	46 399 298	3 353 363	49 752 661
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)	14 370	15 860		15 860
19 Stocks de fournitures	55 721	55 745	65 708	121 453
20 Autres actifs non financiers (note 17)	44 564 861	46 470 903	3 419 071	49 889 974
21				
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>				
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	2 387 833	2 562 424	356 062	2 918 486
23 Excédent de fonctionnement affecté	851 833	1 248 715	142 127	1 390 842
24 Réserves financières et fonds réservés	1 489 486	902 541	185	902 726
25 ( Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	212 959 ) (	200 359 ) (	182 196 ) (	382 555 )
26 ( Financement des investissements en cours	(781 661)	(598 300)	(68 893)	(667 193)
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25 751 031	27 005 234	3 150 258	30 155 492
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
29	29 485 563	30 920 255	3 397 543	34 317 798

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>Rémunération</b>	1	3 184 430	3 230 551	5 138 317	5 031 409
<b>Charges sociales</b>	2	719 900	729 333	1 266 414	1 183 407
<b>Biens et services</b>	3	4 880 303	5 765 862	7 124 529	6 349 594
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	531 180	458 166	464 701	602 841
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		67 081	84 010	23 734
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	80 110	79 893	126 585	40 186
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	4 914 632	3 408 867	454 784	1 590 599
Transferts	10				13 236
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12		128 860	128 860	
Autres	13		3 537	3 537	
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	1 940 000	1 941 972	2 195 578	2 096 310
<b>Autres</b>					
- Créances douteuses	15			18 201	20 472
- Perte sur cession	16			4 214	2 552
-	17				
	18	16 250 555	15 814 122	17 009 730	16 954 340

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	1	2 918 486	2 902 228
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	2	1 390 842	989 680
Excédent de fonctionnement affecté	3	902 726	1 489 674
Réserves financières et fonds réservés	4	382 555	416 842
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	5	(667 193)	(791 410)
Financement des investissements en cours	6	30 155 492	29 025 562
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	8	34 317 798	33 198 892
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	2 562 424	2 387 833
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	356 062	514 395
	11	2 918 486	2 902 228
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale	12		
-	13		
-	14		
- Affectation budget et projets	15	655 704	851 833
- Affectation transport en commu	16	593 011	
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 248 715	851 833
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés</b>	22		
-	23	142 127	137 847
- Régie de police	24		
-	25	142 127	137 847
	26	1 390 842	989 680
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
<b>Réserves financières - Administration municipale</b>			188
- Régie de polices	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		188
<b>Réserves financières - Organismes contrôlés</b>	33		
-	34		
-	35		
-	36		
<b>Fonds réservés</b>			
<b>Fonds de roulement</b>			
Administration municipale	37	325 295	410 805
Organismes contrôlés	38		
<b>Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés</b>			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	577 246	695 466
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42	185	
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
<b>Autres</b>			380 796
-Transport	45		2 419
-Financement des activités fonc.	46		
	47	902 726	1 489 486
	48	902 726	1 489 674

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( 82 064 ) ( 92 579 )	
Autres	52 ( 96 250 ) ( 105 485 )	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	
	54 ( 178 314 ) ( 198 064 )	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( ) ( )	
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ( ) ( )	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	
Autres	58 ( ) ( )	
-	59 ( ) ( )	
-	60 ( 178 314 ) ( 198 064 )	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( 4 521 ) ( 6 765 )	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	
Autres	66 ( ) ( )	
-	67 ( ) ( )	
-	68 ( 4 521 ) ( 6 765 )	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( 150 495 ) ( 166 530 )	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	
Autres		
- Toiture centre culturel	72 ( 180 141 ) ( 192 221 )	
-	73 ( ) ( )	
-	74 ( 330 636 ) ( 358 751 )	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 130 916	146 738
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 130 916	146 738
	81 ( 382 555 ) ( 416 842 )	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	82	847 239	158 838
Investissements à financer	83 (	1 514 432 ) (	950 248 )
	84	(667 193)	(791 410)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
<b>Éléments d'actif</b>			
Immobilisations	85	49 752 661	48 092 334
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	88 787	105 927
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	49 841 448	48 198 261
<b>Ajustements aux éléments d'actif</b>	91		
	92	49 841 448	48 198 261
<b>Éléments de passif correspondant</b>			
Dette à long terme	93 (	24 189 853 ) (	23 187 800 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	131 047 ) (	147 183 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	4 353 655	3 622 494
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	330 636	358 751
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	(49 347)	181 039
	98 (	19 685 956 ) (	19 172 699 )
<b>Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif</b>	99 (	) (	)
	100 (	19 685 956 ) (	19 172 699 )
	101	30 155 492	29 025 562

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Régie de Police Thérèse-De Blainville

1. Date d'entrée en vigueur du régime  
Le 31 décembre 2003.

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale  
A l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative

i) Policiers et cadres

Tout participant actif peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

- l'âge de 60 ans;

- l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 85 (règle du 85).

- Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte avant le 1er janvier 2005, l'âge minimal est de 58 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

- Si le participant n'est pas un ancien participant au Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Boisbriand et que la règle de 85 est atteinte après le 31 décembre 2004, mais avant le 1er janvier 2011, l'âge minimal est de 54 ans pour les années de service antérieures au 1er juillet 2005.

ii) Autres participants

a) Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2006 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge de 60 ans.

b) Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2007 :

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, à l'âge le plus tôt entre :

- l'âge de 60 ans; et

- l'âge obtenu lorsque les années de service et l'âge totalisent 90 (règle du 90).

c) Date de la retraite anticipée

i) Policiers et cadres

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. Sa rente est alors réduite entre l'âge atteint et la date de la retraite facultative par équivalence actuarielle.

ii) Autres participants

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. Sa rente est alors réduite de ½ % par mois (6 % par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de retraite anticipée et la date de retraite facultative.



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

## 3. Créances de rente

## a) Policiers et cadres

*Relativement aux années de services antérieures au 1er juillet 2005*

## i) Rente de base

- 2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite limitée à 101 100\$ pour les sergents et lieutenant-détectives, à 100 000\$ pour les autres policiers syndiqués, à 132 350\$ pour les cadres policiers et à 130 000\$ pour les cadres civils.

- Aucune limite n'est applicable au salaire final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

## ii) Rente de raccordement

- 0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final limité à 55 000 \$ pour les policiers et à 71 000 \$ pour les cadres.

- Aucune limite n'est applicable au maximum des gains admissibles final des participants policiers syndiqués qui atteindront leur date de retraite facultative d'ici le 31 décembre 2022.

*Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005*

## iii) Rente de base

2 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.

## iv) Rente de raccordement

0,7 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final.

## b) Autres participants

*Relativement aux années de services postérieures au 30 juin 2005 mais antérieures au 1er janvier 2014*

## i) Rente de base

2 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de la retraite, majorée de 0,4%.

## ii) Rente de raccordement

- Pour les années de services reconnus entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008 :

- Aucune prestation de raccordement

- Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2009 :  
0,3 % de la moyenne des huit meilleurs salaires précédant la date de retraite, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles final (huit ans), majorée de 0,4%.

*Relativement aux années de services postérieures au 31 décembre 2013*

## iii) Rente de base

1,85 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite

## iv) Rente de raccordement

0,3 % de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite jusqu'à

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

concurrence du maximum des gains admissibles final.

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes :

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 60 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité de longue durée.

Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Policiers et cadres

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

b) Autres participants :

*Relativement aux années de services reconnues entre le 1er juillet 2005 et le 31 décembre 2008*

Aucune indexation des rentes servies.

*Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er juillet 2009*

Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Nonobstant ce qui précède, l'indexation des rentes est abolie rétroactivement pour les participants actifs au sens de la Loi RRSM et suspendue à compter du 1er janvier 2017 pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

9. Règle du 50 % (cotisations excédentaires)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

#### 10. Cotisations

##### a) Cotisations salariales d'exercice

###### i) Policiers et cadres

Jusqu'au 30 avril 2015 : 9% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

###### ii) Autres participants

Jusqu'au 30 avril 2015 : 8,5% du salaire

À compter du 1er mai 2015 : 50% de la cotisation d'exercice totale requise en vertu de l'évaluation actuarielle.

#### 11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

#### 12. Cotisation de stabilisation

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à part égales, à compter du 11 septembre 2016, une cotisation équivalente au coût de l'indexation des rentes après la retraite selon 50 % de l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 1,00 %. Toutefois, la cotisation de stabilisation totale de peut être inférieure à 10 % de la cotisation d'exercice. La cotisation de stabilisation est déterminée de façon indépendante pour le groupe des autres employés ainsi que pour celui des policiers et cadres.

#### 13. Cotisation d'équilibre

##### Volet antérieur

En plus de la cotisation prévue aux paragraphes précédents, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif du volet antérieur, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

##### Volet courant

Les groupes de participants actifs et l'employeur versent, à parts égales, une cotisation suffisante pour amortir tout manque d'actif du volet courant, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

#### 14. Rente d'appoint temporaires

Le régime de retraite paye une rente de rattachement supplémentaire ("rente d'appoint") à certains participants en vertu des ententes de retraite de la Ville de Rosemère et de celle de Sainte-Thérèse. Ces rentes étaient originalement payées par la Régie de police. Le résumé des rentes d'appoint temporaires payables se retrouvent à l'annexe B du rapport d'évaluation actuarielle daté du 1er février 2018.

Aucun autre participant ne sera éligible à une telle rente de retraite supplémentaire

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

payée par le régime de retraite.

***La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal***

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (350 334)	(297 000)
Charge de l'exercice	4 ( 321 036 )	( 236 220 )
Cotisations versées par l'employeur	5 312 785	182 886
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(358 585)</u>	<u>(350 334)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 8 175 241	7 375 396
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 8 753 133 )	( 8 277 248 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (577 892)	(901 852)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 219 307	551 518
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (358 585)	(350 334)
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(358 585)</u>	<u>(350 334)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 8 175 241	7 375 396
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 8 753 133 )	( 8 277 248 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 577 892 )	( 901 852 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 414 474	360 220
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 24 337	(209 436)
	20 438 811	150 784
Cotisations salariales des employés	21 ( 207 420 )	( 168 268 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23 231 391	(17 484)
	24 43 416	19 468
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	209 436
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>274 807</u>	<u>211 420</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 451 531	433 132
Rendement espéré des actifs	33 ( 405 302 )	( 408 332 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 46 229	24 800
Charge de l'exercice	35 <u>321 036</u>	<u>236 220</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 712 740	235 352
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 405 302 )	( 408 332 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 307 438	(172 980)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (25 927)	(267 096)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 326 908	272 428
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	7 375 396
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 53 445	9 424
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 18	18
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2017	2016
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 ( )	( )
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ( )	( )
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Autres	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		%	%
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	106		

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 \_\_\_\_\_ 2

**Description des régimes et autres renseignements**

**REER individuel**

La Ville de Lorraine contribue au REER individuel de ses employés cols blancs et cadres conformément aux conventions en vigueur.

**Régime de retraite par financement salarial de la FTQ.**

La Ville de Lorraine contribue au RRFS-FTQ de ses employés cols bleus conformément à la convention en vigueur.

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	108	185 542	179 522

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109  Oui  
110  Non

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111	<u>7</u>	<u>7</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	112	<u>18 190</u>	<u>11 226</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	113	61 301	43 584
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115	<u>61 301</u>	<u>43 584</u>

**Note**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	23 336 581
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	1 445 539
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme	7	577 246
Excédent accumulé	8	3 707 029
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	847 239
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres	13	
-		
-		
<b>Endettement net à long terme de l'administration municipale</b>	14	19 650 606
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	356 600
<b>Endettement net à long terme</b>	16	20 007 206
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	51 810
Autres organismes	19	1 031 000
<b>Endettement total net à long terme</b>	20	21 090 016
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
<b>Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)</b>	24	21 090 016
<b>Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)</b>	25	
<b>Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)</b>	26	

---

# **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

---

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	9 089 327	9 089 327	8 829 760
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 416 234	1 416 234	1 826 415
Activités de fonctionnement	3	643 022	643 022	639 353
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	11 148 583	11 148 583	11 295 528
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	782 755	782 755	842 718
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	743 767	743 767	744 934
Matières résiduelles	13	731 670	731 670	731 143
Autres				
-Forêt du Grand Coteau	14	136 183	136 183	136 357
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	40 927	40 927	35 424
Service de la dette	18	291 969	291 969	331 947
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	2 727 271	2 727 271	2 822 523
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	2 727 271	2 727 271	2 822 523
	26	13 875 854	13 875 854	14 118 051

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	107 312	107 312	103 679
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	32 054	32 054	29 863
	35	139 366	139 366	133 542
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	139 366	139 366	133 542
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	139 366	139 366	133 542

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
Administration générale	52			5 820
Sécurité publique			7 148	
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier		35 523	35 523	29 186
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun			136 381	239 740
Transport régulier	60		17 748	26 015
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63		57 070	81 242
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	33 541	33 541	29 186
Traitement des eaux usées	69		21 126	24 818
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles		114 004	114 004	84 811
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74	25 278	25 278	9 643
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	1 450	1 450	1 600
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	44 463	44 463	43 502
Autres	88	7 500	7 500	
Réseau d'électricité	89			
	90	261 759	501 232	575 563

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			1 850
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
<b>Réseau routier</b>				
Voirie municipale	96	1 163 025	1 163 025	1 396 500
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
<b>Transport collectif</b>				
Transport en commun				
Transport régulier	99		4 803	2 994
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
<b>Eau et égout</b>				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
<b>Matières résiduelles</b>				
Déchets domestiques et assimilés	110			
<b>Matières recyclables</b>				
Collecte sélective				6 790
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	36 052	36 052	62 962
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	1 199 077	1 203 880	1 471 096



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	157 633	157 633	151 788
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		4 325	3 215
Autres	137			
	138	157 633	161 958	155 003
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	1 618 469	1 867 070	2 201 662

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique			38 603	60 280
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		38 603	60 280
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181		38 603	60 280

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182			
Évaluation	183		9 147	10 177
Autre	184		9 147	10 177
	185			
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	44 927	118 749	106 328
	190	44 927	118 749	106 328
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun			143 296	243 420
Transport régulier	194		11 197	16 681
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196		5 211	14 201
Autres	197			
Autres	198		159 704	274 302
	199			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	10 722	10 722	46 995
	210	10 722	10 722	46 995
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220			
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	286 036	286 036	203 067
	223	286 036	286 036	203 067
Réseau d'électricité	224			
	225	341 685	584 358	640 869
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	226	341 685	622 961	701 149

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	227	39 615	39 615	38 345
Droits de mutation immobilière	228	1 059 156	1 059 156	1 073 198
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 098 771	1 098 771	1 111 543
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	232	46 032	486 396	491 246
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	233			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	234	139 315	150 285	142 822
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	(27 870)	(27 018)	1 191
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242	17 188	21 045	38 516
	243	(10 682)	(5 973)	39 707
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2017		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2017	2016
<b>Non audité</b>	<b>Total</b>			
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>				
1 Conseil	399 850	35 023	434 873	458 790
2 Greffe et application de la loi	399 277	2 993	402 270	377 136
3 Gestion financière et administrative	630 876	60 134	691 010	727 115
4 Évaluation	41 312		41 312	158 293
5 Gestion du personnel	34 978		34 978	25 380
Autres				
6 - Comm, DG et autres	1 349 663	47 782	1 397 445	1 556 984
7 -				
8 -	2 855 956	145 932	3 001 888	3 303 698
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>				
9 Police	2 343 132		2 343 132	2 824 419
10 Sécurité incendie	447 199		447 199	422 537
11 Sécurité civile				
12 Autres	11 423	17 227	28 650	26 912
13 -	2 801 754	17 227	2 818 981	3 273 868
<b>TRANSPORT</b>				
14 Réseau routier				
Voie municipale	576 733	691 269	1 268 002	1 241 587
15 Enlèvement de la neige	383 371	897	384 268	381 448
16 Éclairage des rues	91 856	78 041	169 897	160 422
17 Circulation et stationnement	27 901	509	28 410	33 127
Transport collectif				
18 Transport en commun	514 075	1 338	515 413	1 120 110
19 Transport aérien				
20 Transport par eau				
21 Autres	50 384	50 384	50 384	29 514
22 -	1 593 936	822 438	2 416 374	2 966 208

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2017			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout			647 957	647 957	633 802
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				704 640
Réseau de distribution de l'eau potable	24	426 376	682 746	682 746	652 319
Traitement des eaux usées	25		546 232	727 183	146 413
Réseaux d'égout	26		264 347	264 347	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	15 300	338 909	338 909	325 677
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective	29	165 005	165 005	165 005	166 487
Collecte et transport	30				
Tri et conditionnement					
Matières organiques	31	147 459	147 459	147 459	131 095
Collecte et transport	32	103 836	103 836	103 836	90 721
Traitement	33	85 047	85 047	85 047	83 897
Matériaux secs					
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	201 732	201 732	201 732	225 225
Protection de l'environnement	38	107 509	107 509	107 509	107 509
Autres	39	2 849 103	3 290 779	3 471 730	3 267 785
	40		441 676		
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	512 027	674 512	674 512	581 212
Rénovation urbaine		162 485			
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique	48				
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51	512 027	674 512	674 512	581 212
Autres	52	162 485			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2017		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2017	2016
		Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>				
Activités récréatives			1 127 244	1 077 915
Centres communautaires	1 127 244		76 140	73 656
Patinoires intérieures et extérieures	76 140		129 465	148 232
Piscines, plages et ports de plaisance	129 465		1 141 991	1 075 610
Parcs et terrains de jeux	789 777	352 214		
Parcs régionaux			92 523	90 504
Expositions et foires	92 523			
Autres				
	2 215 149	352 214	2 567 363	2 465 917
<b>Activités culturelles</b>				
Centres communautaires			439 085	428 891
Bibliothèques	439 085			
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition				
Autres ressources du patrimoine				
Autres				
	439 085		439 085	428 891
	2 654 234	352 214	3 006 448	2 894 808
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>				
Dette à long terme				
Intérêts	525 247		525 247	566 713
Autres frais			293	59 862
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	79 893		79 893	24 800
Autres				
	605 140		605 140	666 761
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>				
	1 941 972	( 1 941 972 )		

---

## **Section II - Autres renseignements financiers**



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	25
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	26
Taux global de taxation réel	
<hr/>	
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	28
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	29
Analyse de la dette à long terme consolidée	30
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	31
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	32
Frais de financement non consolidés par activités	33
Rémunération des élus	34
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

À la trésorière,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de Ville de Lorraine (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

---

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

  
Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A107797

DATE 2018-05-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	13 875 854
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	_____
---	---	-------

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	_____
--	---	-------

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	_____
------------------	---	-------

Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	_____
--	---	-------

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	258 276
---	---	---------

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	40 927
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
--	---	-------

<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>13 576 651</u>
---	----	-------------------

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 350 313 600
---	----	---------------

Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 353 221 800</u>
---	----	----------------------

**Évaluation des immeubles imposables  
aux fins du calcul du taux global de taxation réel  
(Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)**

13	<u>1 351 767 700</u>
----	----------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14	[ 1 ] , [ 0   0   4   4 ] / 100 \$
----	------------------------------------

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

---

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	720 769	720 769	175 666
Usines de traitement de l'eau potable	2			16 600
Usines et bassins d'épuration	3			160 187
Conduites d'égout	4	145 217	145 217	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 771 041	1 771 041	574 653
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	261 327	261 327	177 724
Autres infrastructures	11	538 481	538 481	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	242 065	242 065	1 622 603
Édifices communautaires et récréatifs	14	24 175	24 175	123 109
Améliorations locatives	15		5 810	3 015
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	94 171	136 599	49 482
Ameublement et équipement de bureau	18	29 120	74 798	41 176
Machinerie, outillage et équipement divers	19	48 009	83 309	207 799
Terrains	20			308 485
Autres	21			3 773
	22	3 874 375	4 003 591	3 464 272

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	720 769	720 769	175 666
Usines de traitement de l'eau potable	24			16 600
Usines et bassins d'épuration	25			160 187
Conduites d'égout	26	145 217	145 217	160 187
Autres infrastructures	27	2 570 849	2 570 849	752 377
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	437 540	566 756	2 359 442
	34	3 874 375	4 003 591	3 464 272

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		2017	2016
<b>Rémunération</b>	35		
<b>Charges sociales</b>	36		
<b>Biens et services</b>	37	3 854 793	3 362 095
<b>Frais de financement</b>	38	19 582	8 138
<b>Autres</b>	39		
	40	3 874 375	3 370 233

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	695 465	29 527	217 637	507 355
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 846 921	397 000	239 908	2 004 013
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	17 170 103	1 456 478	1 170 704	17 455 877
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 712 489	1 883 005	1 628 249	19 967 245
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 622 494	1 135 853	404 692	4 353 655
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 622 494	1 135 853	404 692	4 353 655
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 622 494	1 135 853	404 692	4 353 655
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	3 622 494	1 135 853	404 692	4 353 655
	19	23 334 983	3 018 858	2 032 941	24 320 900
Dettes en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dettes à long terme</b>	22	23 334 983	3 018 858	2 032 941	24 320 900

Note



**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	277 363	277 363	285 524
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	2 250 456		1 804
Sécurité incendie	5			420 000
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	334 816	177 421	161 477
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	546 232		639 394
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			82 400
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	3 408 867	454 784	1 590 599

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	14,09	33,75	24 724,00	1 223 976	277 941	1 501 917
Professionnels						
2	23,53	33,75	41 304,00	1 037 002	215 914	1 252 916
3	14,49	37,00	27 876,00	703 981	138 267	842 248
4						
5						
6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)			93 904,00	2 964 959	632 122	3 597 081
8	52,11			265 592	97 211	362 803
9	7,00			3 230 551	729 333	3 959 884
10	59,11					

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
11					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
12					
13	33 541				33 541
14					
Réseau de distribution de l'eau potable					
15					
16	421 903	552 769	610 256		1 584 928
Traitement des eaux usées					
17	455 444	552 769	610 256		1 618 469
Autres					

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		2017	2016
<b>Administration générale</b>			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	21 822	22 951
	4	21 822	22 951
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	194 429	199 708
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	194 429	199 708
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	216 829	211 948
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	216 829	211 948
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	87 724	86 666
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	87 724	86 666
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	84 336	87 713
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	84 336	87 713
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	605 140	608 986

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Archambault, Patrick	3 863	1 931
Barrette, Pierre	3 439	1 720
Comtois, Jean	32 817	16 409
Dionne, Lynn	70 793	16 476
Gagnon, Jean	21 914	10 957
Guilbault, Martine	23 741	11 871
Lacasse, Isabelle	22 391	11 196
Lavallée, Diane	3 011	1 506
Lehoux, Chantal	19 359	9 680
Otis, Katleen	20 198	10 099
Proulx, Jocelyn	3 011	1 506
Rémillard, Lyne	3 428	1 624

**Note**

Élections au 5 novembre 2017

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	500 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	_____
Facteur comparatif de 2017	32	_____
Valeur uniformisée	33	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET

34 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

35 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

36 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

37 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

38 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :

a) Numéro de la résolution

39 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

40 \_\_\_\_\_



---

### **Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018</b>	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	9 108 660
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 417 204
Activités de fonctionnement	3	643 568
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres		
	8	
	9	11 169 432

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	870 000
Égout	11	744 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	731 500
Autres		
- Forêt du Grand Coteau	14	136 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	41 000
Service de la dette	18	272 077
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	2 794 577
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	2 794 577
	26	13 964 009

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
<hr/>		
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	14 150
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	115 850
	9	130 000
<hr/>		
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	130 000

**GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	130 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**
**Taxes sur la valeur foncière  
Taxes générales**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux unique)	4	1 332 991 613	X 5	0,6500	/100\$ 6		8 664 445
Taxe foncière générale (taux variés)	7		X 8		/100\$ 9		
Résiduelle (résidentielle et autres)	10	15 309 787	X 11	2,3429	/100\$ 12		358 693
Immeubles de 6 logements ou plus	13		X 14		/100\$ 15		
Immeubles non résidentiels							
Immeubles industriels							
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16		X 17		/100\$ 18		
Autres	19	6 578 600	X 20	1,3000	/100\$ 21		85 522
Immeubles agricoles	22		X 23		/100\$ 24		
<b>Total</b>					25	26 ( 27 ( 28	9 108 660 29

**Taxes spéciales**

Service de la dette (taux unique)	30	1 354 880 000	X 31	0,1046	/100\$ 32		1 417 204
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33		X 34		/100\$ 35		
Immeubles de 6 logements ou plus	36		X 37		/100\$ 38		
Immeubles non résidentiels	39		X 40		/100\$ 41		
Immeubles industriels	42		X 43		/100\$ 44		
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45		X 46		/100\$ 47		
Autres	48		X 49		/100\$ 50		
Immeubles agricoles	51		X 52		/100\$ 53		
<b>Total</b>					54	55 ( 56 ( 57	1 417 204 58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 1 354 880 000	X 2 0.0475	/100\$ 3 643 568				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
<b>Total</b>			<b>643 568</b>	25 ( 26 ( 27 ( ) 28 ( ) 29 ( )			<b>643 568</b>
<b>Taxes spéciales</b>							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>				54 ( 55 ( ) 56 ( ) 57 ( ) 58 ( )			
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>							
	59	X 60	% 61	62 ( ) 63 ( ) 64 ( ) 65 ( )			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1   5   0	,	0   0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	2   1   5	,	0   0	\$
Matières résiduelles	5	2   2   5	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Forêt du grand Coteau	39,0000	7	Unitaire
Assainissement commerces	0,3359	7	Mètre cube
Recyclage condo	25,0000	7	Unitaire

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	13 964 009
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	259 179
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	41 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>13 663 830</b>

<b>ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE</b>	<b>11</b>	<b>1 354 880 000</b>
--	-----------	----------------------

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018</b> (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	<b>12</b>	<b>111,0085 /100 \$</b>
--	-----------	-------------------------



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>			Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
					Immeubles non résidentiels	Autres		
	<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
	Générales	1	381 979			161 650		
	De secteur	2						
	Autres	3						
	<b>Taxes sur une autre base</b>							
	Taxes, compensations et tarification							
	Service de la dette	4				66 196		
	Autres	5	29 227			6 604		
	<b>Taxes d'affaires</b>							
	Sur la valeur locative	6						
	Autres	7						
		8	411 206			234 450		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Résiduelle		Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			11 169 432
Générales	9 10 625 803		
De secteur	10		
Autres	11		
<b>Taxes sur une autre base</b>			272 077
Taxes, compensations et tarification	12 205 881		
Service de la dette	13 2 445 669		2 481 500
Autres			
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 13 277 353		13 923 009

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27 _____	17 763 135 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28 _____	1 637 600 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29 _____	556 983 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30 _____		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 33 Boulevard De Gaulle  
(no) (rue)  
Lorraine J6Z 3W9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 621-8550  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 621-4793  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.tremblay@ville.lorraine.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Manon tremblay

Téléphone (450) 621-8550  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 621-4793  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.tremblay@ville.lorraine.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, ave. St-Charles Bureau 102  
(no) (rue)  
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Manon Tremblay , atteste que le rapport financier consolidé de Lorraine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Lorraine .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lorraine consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lorraine détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 1 225 000 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,0044 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-07 16:22:04

Date de transmission au Ministère :